Les inégalités d'accès à l'enseignement primaire entre urbains et ruraux

Margaret Teng Fu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/711>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Margaret Teng Fu, « Les inégalités d'accès à l'enseignement primaire entre urbains et ruraux », *Perspectives chinoises* [En ligne], 89 | Mai-juin 2005, mis en ligne le 13 mars 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/711>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Les inégalités d'accès à l'enseignement primaire entre urbains et ruraux

Margaret Teng Fu

- 1 En Chine, le lieu où l'on vit détermine bien des choses. Le fossé qui sépare résidents urbains et résidents ruraux en termes de revenus ne cesse de se creuser. Dans les villes, les revenus sont en moyenne au moins quatre fois plus élevés que dans les campagnes si l'on tient compte des différentes aides perçues par les urbains en matière de logement, santé et éducation, sans oublier les impôts plus lourds qui pèsent sur les ruraux². Cet article examine l'un des aspects qui a contribué à accentuer les disparités : en ville, le financement de l'enseignement primaire est assuré par l'Etat, alors que dans les campagnes, il provient des familles et des collectivités locales (villages et bourgs). Or l'éducation est souvent la garantie d'un meilleur niveau de vie, et le gouvernement chinois ne peut ignorer le mécontentement croissant des paysans, accablés par des impôts toujours plus élevés et la dégradation de leur niveau de vie. La principale tâche pour le gouvernement chinois est donc d'égaliser les chances, en clarifiant notamment les relations entre les divers niveaux de gouvernement responsables de l'enseignement primaire en zone rurale.
- 2 L'enseignement primaire est depuis longtemps marginalisé dans les campagnes chinoises. Premièrement, il est victime de la priorité accordée au développement économique qui place la croissance immédiatement mesurable avant toute amélioration de long terme – et donc moins visible – du système éducatif. Deuxièmement, il souffre du fait que l'enseignement dans les villes bénéficie d'une plus forte attention et de ressources plus importantes en provenance du gouvernement central. Du fait du manque de financement public dans les régions rurales, les enfants sont le plus souvent obligés d'abandonner leur scolarité au niveau du collège, voire du primaire, et perdent ainsi toute possibilité de passer l'examen de fin d'études secondaires qui leur permettrait de poursuivre dans des instituts d'enseignement supérieur. En 2002, pour quatre enfants scolarisés dans le primaire en zone urbaine, trois seulement l'étaient dans les campagnes. Cela signifie que quelque 1,1 million d'enfants ruraux n'ont pu accéder à l'école primaire³. Les enfants des

campagnes sont donc défavorisés dès le plus jeune âge. Les jeunes urbains ont trois fois plus de chances d'accéder à l'enseignement supérieur que les jeunes ruraux. Selon l'Institut de recherche en sciences de l'éducation de Pékin, la proportion d'étudiants issus des régions rurales admis à l'université Qinghua est passée de 20,8 % en 1998 à 17,6 % en 2000 ; pour l'université normale de Pékin, le pourcentage est tombé de 30,9 % en 1998 à 22,3 % en 2002. Par ailleurs, en 1999, les étudiants nés en ville dominaient les académies militaires, les instituts et universités affiliés à des ministères d'Etat et les académies d'art dans une proportion comprise entre 90 % à 99 %⁴.

- 3 Nous analyserons, dans un premier temps, le système « à deux voies » qui a contribué aux disparités que l'on observe actuellement entre les villes et les campagnes. L'enseignement primaire étant généralement local, le lieu de résidence d'un enfant détermine l'endroit où il est scolarisé. Nous montrerons comment cette réalité a abouti à des différences importantes tant en termes de financement que d'objectifs. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur la mission première du gouvernement à l'heure actuelle : la généralisation de la scolarisation obligatoire. Nous illustrerons la gravité de la situation ainsi que les difficultés auxquelles le gouvernement est confronté dans les régions rurales. Nous verrons que toute amélioration de l'enseignement primaire dans les campagnes dépend de la clarification des relations financières entre les différents niveaux de gouvernement, de la diversification des sources de financement, et d'une véritable prise en compte de l'enseignement primaire dans la croissance économique, dans un objectif de développement durable.

L'éducation primaire n'est toujours pas généralisée dans les campagnes ©Imaginechina

- 4 L'histoire du système à deux voies est antérieure à la fondation de la République populaire de Chine (RPC) en 1949. Sous le régime nationaliste, en raison des ressources limitées de l'Etat, les écoles de villages étaient financées par les communautés locales, et les écoles urbaines par le gouvernement⁵. Après 1949, le nouveau gouvernement communiste a suivi le même modèle. En 1951, une « Décision sur la réforme du système éducatif » du Conseil des affaires d'Etat reconnaissait l'existence d'un système à deux voies. Deux ans plus tard, il publiait une « Directive concernant la réorganisation et l'amélioration de l'enseignement primaire » qui mettait l'accent sur la nécessité de

développer l'enseignement dans les villes et dans les régions industrielles et minières afin de répondre aux exigences de l'industrialisation, et réaffirmait que « le principe de volontarisme et de nécessité [devaient] constituer la base sur laquelle il [convenait] de promouvoir la gestion des écoles primaires par le peuple »⁶. Le « développement sélectif » dans la politique d'éducation signifiait que les habitants des régions rurales devaient se charger eux-mêmes de l'éducation de leurs enfants. En d'autres termes, il incombait aux masses rurales de trouver et de maintenir les financements nécessaires à cet enseignement, alors que les résidents urbains bénéficiaient de subventions du gouvernement central.

- 5 Ce système fut encore davantage institutionnalisé en 1962 par la théorie de Liu Shaoqi sur les « deux types d'emploi et les deux systèmes éducatifs ». Tout en affirmant l'importance égale accordée aux deux types d'éducation, Liu expliquait les raisons de cette différenciation. Là encore, était fait référence au manque de ressources : dans un pays qui ne disposait pas du capital nécessaire pour produire rapidement des experts capables de piloter la modernisation, il était nécessaire de se concentrer sur un certain nombre d'écoles-clés et d'écoles urbaines pour sélectionner et former un nombre limité de jeunes talents destinés à servir le développement économique. Liu ajoutait qu'il faudrait attendre que la situation économique se soit améliorée avant d'élaborer et de mettre en place un meilleur système éducatif à l'échelle du pays. En attendant, les élèves des campagnes devaient compter sur eux-mêmes et recourir à toute forme d'enseignement que les « conditions locales objectives » permettaient. Ces jeunes étaient appelés à constituer une « nouvelle génération sachant lire et écrire, et animés par une conscience socialiste correcte »⁷. La jeunesse urbaine fut donc choisie pour devenir la future élite.
- 6 Dans la poursuite du système traditionnel à deux voies, les spécificités locales ont effectivement été prises en compte, sur la base du volontariat. Les paysans ont été les premiers à rejeter toute tentative d'institutionnalisation d'une scolarisation pour tous, parce qu'ils jugeaient un tel système peu adapté aux contraintes du travail agricole. Avec l'aide des chefs de village, ils ont mis en place des écoles qu'ils finançaient et géraient eux-mêmes (minjian xuexiao) avec un certain degré de flexibilité pour tenir compte des particularités du rythme des travaux agricoles⁸.
- 7 Mais cette politique a abouti aujourd'hui à une situation d'inégalité des chances en matière d'accès à l'éducation. Il était planifié que les enfants ruraux restent dans les campagnes, alors qu'on offrait aux enfants urbains la possibilité de poursuivre leur éducation dans un institut ou une université, et partant d'obtenir de meilleurs emplois. Dans un système où les écoles urbaines étaient entièrement subventionnées par le gouvernement et les écoles rurales essentiellement financées par les communautés locales, les chances d'accès à l'éducation dépendaient largement des conditions locales.
- 8 La période utopique de la Révolution culturelle (1966-1976) devait toutefois, pendant quelques années, faire table rase de ces inégalités. L'accès à l'éducation, considéré comme un droit a alors été généralisé à toute la population, sauf pendant les deux premières années de la Révolution où l'enseignement était interrompu à tous les niveaux. En 1968, lorsque les écoles ont rouvert, l'enseignement primaire est devenu un système à voie unique qui offrait la même éducation aux enfants des campagnes et des villes⁹. L'accès à l'enseignement secondaire et supérieur ne dépendait plus des résultats scolaires, mais de l'expérience professionnelle et de l'activisme politique, ce qui favorisait les ouvriers et les paysans aux dépens de l'intelligentsia. Une bonne origine de classe était devenu le critère essentiel pour obtenir un emploi. L'idéal d'égalitarisme et de communautarisme absolus

faisait que l'enseignement était désormais surtout fondé sur la production et la lutte des classes¹⁰.

- 9 A la fin des années 1970, l'ère des réformes place le développement économique au centre des priorités et, pour atteindre cet objectif, est jugée nécessaire une politique de décentralisation économique. Dans les campagnes, cette période se caractérise par une délégation aux niveaux locaux des responsabilités de l'enseignement primaire, et marque donc le retour d'un système à deux voies. La logique est la même que pour la période 1949-1966 : l'Etat doit concentrer ses ressources limitées sur une poignée d'écoles-clés pour former rapidement des experts destinés à accompagner l'effort de modernisation.
- 10 De nouveau, le système se caractérise par la coexistence d'écoles urbaines subventionnées par l'Etat et d'écoles rurales financées localement, avec, chaque fois, des écoles « clés » et « non-clés ». La circulaire sur « L'ébauche de projet pour un système d'enseignement à plein temps sur dix ans », promulguée début 1978, reconnaissait ouvertement que la mission des écoles dans les campagnes n'était pas de fournir des étudiants de haut niveau aux institutions d'enseignement supérieur, mais de former une main-d'œuvre compétente¹¹.
- 11 En conséquence, le financement de l'enseignement primaire dans les campagnes incombe aux pouvoirs locaux. Même si le gouvernement central et les gouvernements provinciaux apportent parfois une aide financière, ces subventions concernent le plus souvent des projets spécifiques. Il ne s'agit pas de crédits de fonctionnement reconduits chaque année, ni même renouvelables. En 1985, le Comité central du Parti communiste chinois (PCC) publie la « Décision sur la réforme de la structure de l'enseignement » qui accorde aux directeurs d'écoles primaires et à certains autres chefs d'établissement une prétendue autonomie administrative. En fait, cette décision a abouti à une réduction croissante des subventions de l'Etat, non seulement dans les zones rurales mais aussi dans les villes. Les contraintes financières toujours plus drastiques étaient attribuées à la compétition entre les ministères pour obtenir des crédits et à l'utilisation de crédits originellement destinés à l'enseignement au profit d'un développement économique plus tangible.
- 12 A l'heure actuelle, la tâche primordiale en matière d'enseignement primaire est la généralisation de la scolarisation obligatoire, particulièrement dans les régions rurales¹². Malgré l'adoption de la « Loi sur la scolarisation obligatoire » en 1986 et du « Règlement sur l'application de la loi sur la scolarisation obligatoire de la République populaire de Chine », l'éducation primaire n'est toujours pas généralisée. En 2002, seuls 76 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire étaient scolarisés dans les campagnes¹³. De plus, dans de nombreuses régions, le taux d'inscription, élevé, cache un taux d'abandon tout aussi important. Il est difficile de connaître le taux d'abandon réel dans la mesure où certaines statistiques sont douteuses¹⁴.
- 13 La difficulté à offrir un enseignement primaire de qualité dans les campagnes tient à la relation financière floue entre le centre et les pouvoirs locaux, qui aboutit à un manque de ressources. Sans financements suffisants, les écoles ne peuvent ni entretenir leurs infrastructures ni employer les enseignants dont elles ont besoin.
- 14 La pénurie d'instituteurs est un problème fréquent dans les villages. Dans certaines régions pauvres, le salaire de ces enseignants n'est pas assuré. Il n'est donc pas surprenant qu'ils partent s'installer en zone urbaine où on leur garantit non seulement leur salaire, mais aussi une allocation logement, une retraite et une couverture médicale.

Dans certaines régions, comme le district de Gong dans la province du Yunnan, plus de 60 écoles de village ne possèdent qu'un ou deux instituteurs chargés d'enseigner toutes les matières à tous les niveaux¹⁵. Comme le souligne Meng Fanping, les enseignants ont peu d'intérêt à rester dans des villages pauvres et reculés qui ne peuvent pas couvrir leurs frais les plus élémentaires. Ils n'ont d'autre choix que d'aller en ville, même si cela implique souvent de sacrifier des heures d'enseignement pour vaquer à des tâches administratives. Meng Fanping cite un collège urbain de la province du Henan où dix anciens instituteurs des régions rurales avoisinantes font désormais un travail administratif¹⁶. Il existe un nombre incalculable de cas similaires de régions rurales qui ont perdu des enseignants au profit de zones urbaines plus développées et plus attrayantes.

- 15 Le système complexe de financement de l'enseignement primaire en Chine rurale a naturellement des répercussions sur l'entretien des infrastructures scolaires. Des bâtiments dans un état de délabrement dangereux ne peuvent être rénovés, et il est souvent impossible d'acheter du mobilier ou les équipements indispensables. Pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement central en matière de scolarisation obligatoire, certains directeurs d'école ont été obligés d'emprunter de l'argent auprès d'entreprises locales. Beaucoup de sociologues et de chercheurs spécialisés en droit de l'éducation ont rapporté des cas de directeurs d'écoles rurales dans l'incapacité de rembourser de telles dettes¹⁷.
- 16 Au vu de la situation actuelle, se posent plusieurs questions essentielles : à qui revient la responsabilité de l'enseignement primaire dans les campagnes ? Quelles sont les sources de financement pour la généralisation de la scolarisation obligatoire ? Il est évident que les paysans ne peuvent à eux seuls couvrir toutes les dépenses inhérentes à l'éducation de leurs enfants. Alors que les résidents urbains sont subventionnés pour scolariser leurs enfants, vers qui les résidents ruraux peuvent-ils se tourner pour obtenir de l'aide ?

Les écoles rurales manquent souvent de ressources ©Imaginechina

- 17 La responsabilité d'un service public aussi fondamental que l'enseignement primaire devrait certainement incomber au gouvernement. L'expérience de pays comme le Japon et la Corée du Sud après la Seconde Guerre mondiale sont des exemples à méditer. Les

gouvernements japonais et sud-coréen ont tous deux accordé une grande importance à l'éducation, notamment à la généralisation de la scolarisation obligatoire¹⁸. Au Japon, depuis 1952, le budget consacré à la scolarisation obligatoire a toujours représenté plus de la moitié du budget total de l'éducation nationale, et, dans les années 1950, 75 % des dépenses liées à l'éducation en Corée du Sud étaient consacrées à la scolarisation obligatoire. La Chine, en revanche, n'a toujours pas suffisamment investi dans l'enseignement public en général. En se basant sur la norme selon laquelle les dépenses consacrées à l'enseignement public devraient représenter 4 % du Produit national brut (PNB) dans les pays en voie de développement, certains chercheurs ont calculé que le déficit accumulé par le gouvernement chinois sur la période 1985-2002 (c'est-à-dire la différence entre ce qu'il a fourni et ce qu'il aurait dû fournir) se monterait à plus d'un trillion de yuans¹⁹. En 1985, la part des dépenses consacrées à l'éducation dans le PNB de la Chine était de 2,9 %, ce qui plaçait le pays au 120e rang mondial. En 1993, ce chiffre était toujours inférieur à 3 %, alors que la moyenne mondiale était de 6 % et de 5 % dans les pays asiatiques²⁰. L'article 43 des « Grandes lignes de la réforme et du développement de l'éducation en Chine », publiées en février 1993, indiquait que la part des dépenses budgétées consacrées à l'éducation dans le PNB devait atteindre les 4 % avant la fin du siècle. Pourtant, le chiffre de 2000 était non seulement inférieur à cette prédiction, mais aussi aux chiffres des années 1986 et 1990. Devant cet échec, le gouvernement a décidé en 2001 de repousser l'échéance à 2005 dans le cadre du « Dixième Plan quinquennal sur l'éducation nationale et plan de développement jusqu'à 2015 »²¹.

- 18 Le gouvernement chinois ne peut se contenter d'invoquer le manque de ressources pour se décharger d'une de ses responsabilités majeures. Après tout, les écoles urbaines se sont vu allouer davantage de financements que les écoles rurales tout au long de l'histoire de la RPC. Liu Bin, membre de la Commission à l'éducation, la science, la culture et la santé publique de l'Assemblée populaire nationale (APN) estime que les différents niveaux de gouvernement devraient coordonner leurs efforts et allouer des fonds spécifiques à la généralisation de la scolarisation obligatoire, et ajoute qu'il est inconcevable que des directeurs d'école soient appelés à rembourser des dettes. Tian Qiye, le chef du Bureau de l'éducation de Shangqiu, dans la province du Henan, estime lui aussi que le gouvernement doit participer plus activement au remboursement de ces dettes²². Mais la question concrète et immédiate est de savoir quel niveau de gouvernement doit être, en priorité, chargé de cette mission.
- 19 En 2001, les principaux responsables de l'enseignement primaire au niveau local étaient les gouvernements de bourgs. Toutefois, en l'absence d'un soutien financier suffisant de la part des échelons supérieurs, ils s'étaient largement défaussés sur les paysans pour financer l'école primaire par le biais de frais de scolarité et de taxes additionnelles pour l'éducation. Alors que celles-ci étaient présentées comme une contribution unique destinée au financement de l'enseignement primaire, les paysans se sont trouvés écrasés par toutes sortes de taxes imposées au nom du financement de l'éducation. Dans certains cas, ces taxes étaient bel et bien justifiées, mais il n'était pas rare de voir ces fonds utilisés à d'autres fins comme, par exemple, la création d'entreprises rurales. Il a également été prouvé que l'argent de ces taxes a quelquefois été dilapidé par des cadres corrompus pour faire construire de nouveaux bâtiments administratifs, acheter des voitures ou organiser des banquets.
- 20 A plusieurs reprises, le gouvernement central a tenté d'alléger le fardeau qui pesait sur les paysans et de clarifier la relation financière entre le centre et les pouvoirs locaux. Afin

d'assurer une meilleure gestion des fonds destinés à l'éducation, le Conseil des affaires d'Etat a publié, en 2001, une « Décision sur la réforme et le développement de l'enseignement primaire », qui désignait les gouvernements de district comme la principale force motrice du développement de l'enseignement primaire dans les campagnes. La « Directive concernant l'amélioration de la structure organisationnelle de la scolarisation obligatoire dans les campagnes », publiée par le Conseil des affaires d'Etat en 2002, a souligné à nouveau que l'enseignement obligatoire dans les campagnes et son amélioration incombaient aux gouvernements de districts, les autres niveaux de gouvernement ne jouant qu'un rôle d'assistance et de conseil. Selon cette directive, le rôle du gouvernement central se limitait à l'élaboration des lois, des orientations politiques et des lignes directrices pour tous les échelons de gouvernement et au contrôle des transferts fiscaux (caizheng zhuan yi zhifu) vers les régions les plus pauvres du centre et de l'ouest du pays. Les gouvernements provinciaux, quant à eux, sont appelés à jouer un rôle central dans la coordination des ressources pour le développement de l'enseignement primaire dans les campagnes. Grâce à la croissance économique et à l'augmentation des revenus fiscaux qui en découle, ils sont également sollicités pour augmenter leurs transferts fiscaux. Les gouvernements de villages et de bourgs sont quant à eux essentiellement responsables de l'organisation et du contrôle du développement de l'éducation au niveau local²³.

- 21 La réforme fiscale de 2002-2003 a éliminé toutes les taxes et charges locales levées par les autorités du village et du bourg sauf deux (la taxe agricole et une surtaxe sur la nouvelle taxe agricole)²⁴. La réforme prévoyait également l'abolition des bureaux de l'éducation au niveau du bourg, et le paiement des salaires des instituteurs et la gestion des écoles rurales par les gouvernements de district²⁵. Afin de soulager davantage les paysans et d'éviter les surtaxes et les détournements des fonds destinés à l'éducation, un système de contribution unique a été mis en place dans tout le pays en 2004. Il incombe désormais aux gouvernements provinciaux d'évaluer et de déterminer le coût des frais de scolarité, et les élèves payent une fois pour toute le coût de leur éducation. La levée d'impôts additionnels est interdite²⁶.
- 22 Parallèlement à ces initiatives gouvernementales, on compte aussi sur le soutien financier de certaines forces sociales. Alors que les médias accordent de plus en plus d'attention aux piètres conditions des écoles rurales, des particuliers et des organisations non gouvernementales – chinois et étrangers – jouent un rôle de plus en plus significatif dans l'apport de fonds et de ressources additionnels pour faciliter l'accès des enfants des campagnes à une meilleure éducation. Par exemple, le Projet d'éducation de base des minorités du Yunnan, géré conjointement par Save the Children et la Commission de l'éducation de la province du Yunnan, a mis en place un financement et une formation d'enseignants dans les écoles rurales des régions montagneuses de la province²⁷. Enfin, la part des fonds privés (particuliers, entreprises rurales, Organisations non gouvernementales, etc.), en sus des fonds publics réservés à l'éducation, est passée dans l'ensemble des fonds destinés à l'éducation de 24,8 % en 1995 à 33,4 % en 2000. Il semble donc que les sources de financement de l'éducation en Chine deviennent plus diversifiées²⁸.
- 23 Le système éducatif « à deux voies » en vigueur en Chine depuis plusieurs décennies a abouti à une situation où l'accès à l'éducation est profondément inégalitaire. Le développement de l'enseignement primaire dans les villes et la formation d'« élites urbaines » ne devraient pas se faire aux dépens de l'enseignement primaire dans les

campagnes. Les ressources limitées du pays et le budget gouvernemental inadéquat en matière d'éducation ne peuvent justifier le déséquilibre actuel entre résidents ruraux et résidents urbains.

- 24 Certaines mesures prises récemment par le gouvernement ont pour objectif de redéfinir la relation entre les différents échelons de gouvernement pour ce qui concerne la mise en place d'un système de scolarisation obligatoire. Comme les districts ont aujourd'hui un plus grand contrôle sur la collecte et la distribution de fonds et de ressources destinés à l'éducation, le suivi de ces fonds devrait être simplifié et amélioré. Cela devrait rendre plus difficiles les exactions de cadres de villages et de bourgs corrompus. Par ailleurs, la diversification des sources de financement, notamment l'incitation à une plus grande participation de la société (fonds privés), promet de meilleures opportunités d'éducation pour les enfants des campagnes. Toutefois, le problème fondamental du financement des écoles rurales reste pour le moment non résolu : en effet, il faut du temps pour évaluer l'impact des nouvelles initiatives prises et pour absorber les transferts fiscaux accrus des gouvernements central et provinciaux ainsi que les dons privés. Le principal défi est de trouver le moyen d'intégrer l'enseignement primaire rural dans une politique de réduction de la pauvreté, dans une perspective de développement durable.
- 25 Traduit de l'anglais par Raphaël Jacquet

NOTES

1. Je tiens à remercier Geoff Lordi pour son soutien.
2. Deborah Davis, « China's "Software Advantages" », *Woodrow Wilson International Center for Scholars Asia Program Special Report: China's Economy: Will the Bubble Burst?*, juin 2003, p. 18.
3. « Zhongguo nongcun jiaoyu shengshiweiyan » (Quelques avertissements concernant l'éducation en Chine rurale), *China Youth Daily*, 26 octobre 2004, <http://news.qq.com/a/20041026/000017.htm>.
4. *Ibid.* Les établissements affiliés aux ministères d'Etat sont considérés comme plus prestigieux que les autres institutions de l'enseignement supérieur. Ils sont plus prisés par les candidats et requièrent de meilleurs dossiers à l'entrée.
5. Billie L. C. Lo, « Primary Education: A Two-Track System for Dual Tasks », in Ruth Hayhoe (éd.), *Contemporary Chinese Education*, Londres, Croom Helm, 1984, p. 47.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*, p. 48.
8. Ruth Hayhoe, « The Evolution of Modern Chinese Educational Institutions », in Ruth Hayhoe (éd.), *Contemporary Chinese Education*, *op. cit.*, p. 33.
9. Billie L. C. Lo, « Primary Education: A Two-Track System for Dual Tasks », *op. cit.*, p. 48.
10. *Ibid.*, p. 44.
11. *Ibid.*, p. 51.
12. La scolarisation obligatoire est de neuf ans : six années d'école primaire et trois années de collège.

13. « Zhongguo nongcun jiaoyu shengshiweiyan », *op. cit.*
14. *Ibid.*
15. Correspondance avec China River Networks concernant son « Green Support Project », octobre 2004.
16. Meng Fanping, « Nongcun jiaoshi yu jiaoyu de wenti he duice », (Problèmes et recommandations concernant les enseignants et l'enseignement dans les campagnes), *Zhongguo jiaoyu bao* (Quotidien de l'éducation en Chine), 19 mars 2004, <http://www.jyb.com.cn/gb/2004/03/19/zy/5-shzk/2.htm>.
17. Zhou Fei, « “Pujiu” qianzhai, zhengfu “maidan” » (Le gouvernement devrait payer les dettes résultant de la « généralisation de la scolarisation obligatoire »), *Zhongguo jiaoyu bao* (Quotidien de l'éducation en Chine), 12 mai 2002, <http://www.jyb.com.cn/gb/jybt/2002zt/zxxy/20.htm>.
18. Zhao Minxia, « Jichu jiaoyu junheng fazhan bijiao yanjiu » (Etude comparative du développement égalitaire de l'enseignement primaire), *Xiandai jiaoyu bao* (Journal de l'éducation contemporaine), <http://www.pep.com.cn/200406/ca522572.htm>.
19. Groupe de recherche sur le droit et la politique de l'éducation de l'Université normale de Pékin, « Jiaoyu touru, qunian xuezhe shuole xie shenme », (Investissements dans l'éducation : ce que les chercheurs ont dit l'année dernière), *Zhongguo jiaoyu bao* (Quotidien de l'éducation en Chine), 23 avril 2005, <http://www.jyb.com.cn/gb/2005/04/23/zy/jykx/1.htm>.
20. Xue Lanrong, « Compulsory Education and Modernization – A Chinese Dilemma », in Hu Jixuan, Hong Zhaohui, et Eleni Stavrou (éds.), *In Search of A Chinese Road Towards Modernization: Economic and Educational Issues in China's Reform Process*, Lewiston, New York, The Edwin Mellen Press, 1996, p. 259.
21. Groupe de recherche sur le droit et la politique de l'éducation..., *op. cit.*
22. Zhou Fei, « “Pujiu” qianzhai, zhengfu “maidan” », *op. cit.*
23. Agence Chine nouvelle Co-op, « Yi xian weizhu, luoshi zeren », (Clarifier les responsabilités assumées par les districts), *Zhongguo jiaoyu bao* (Quotidien de l'éducation en Chine), 17 mai 2002, <http://www.jyb.com.cn/gb/2002/05/17/zy/jryw/2.htm>.
24. Jean C. Oi, « State Responses to Rural Discontent in China: Tax-for-Fee Reform and Increased Party Control », *Woodrow Wilson International Center for Scholars Asia Program Special Report: Crisis in the Hinterland: Rural Discontent in China*, mars 2003, p. 5.
25. Agence Chine nouvelle Co-op, « Yi xian weizhu, luoshi zeren », *op. cit.*
26. « 27 ge shengfen chutai bing zhixing yiwu jiaoyu “yifeizhi” shishi fangan » (27 provinces doivent mettre en place le système de “contribution unique” concernant la scolarisation obligatoire), Netease News, 29 septembre 2004, http://news.163.com/2004w09/12690/2004w09_1096447690969.html.
27. Save the Children, Projet d'éducation de base des minorités du Yunnan, 31 octobre 2004, <http://www.savethechildren.org.uk/scuk/jsp/resources/details.jsp?id=1985&group=resources§ion=casestudy&subsection=details&pagelang=en>.
28. Groupe de recherche sur le droit et la politique de l'éducation..., *op. cit.*

RÉSUMÉS

Cet article traite des inégalités dans l'accès à l'enseignement primaire entre urbains et ruraux. Il rappelle d'abord l'histoire du système « à deux voies », et montre comment ce dernier a abouti à un déséquilibre en termes d'accès à l'éducation. L'article s'intéresse ensuite au principal objectif poursuivi par l'enseignement primaire — la généralisation de la scolarisation obligatoire — et expose les importantes difficultés auxquelles le gouvernement est confronté en zone rurale. Toute amélioration de la situation dépend de la clarification des relations financières entre les différents niveaux de gouvernement. En outre, le développement de l'enseignement primaire apparaît comme une condition d'une croissance économique durable ¹.